

L'indépendantisme progresse en Catalogne

Près de 30 % des électeurs potentiels ont participé aux « référendums » organisés par des associations

Barcelone
Envoyé spécial

Près de 200 000 personnes se sont déplacées, dimanche 13 décembre, pour participer aux référendums informels sur l'indépendance organisés dans 166 communes de Catalogne par des plates-formes citoyennes. La participation, approchant les 30 %, est inférieure aux espoirs des organisateurs, qui tablaient sur 35 à 40 %.

Le « oui » a, bien sûr, triomphé (94,7 %), du plus petit village pyrénéen, Sant Jaume de Frontanya, où 19 des 21 électeurs ont voté pour l'indépendance, jusqu'à la plus grosse commune, Sant Cugat, près de Barcelone (60 000 électeurs, 25 % de votants, 93 % de « oui »). « Parce que ces dernières années, on nous a mené la vie dure, il y a beaucoup de rancœurs accumulées », expliquait sur le chemin de l'isolot Ramon Amblas, un informaticien du canton d'Osona, le bastion du catalanisme, où la participation a atteint 41 % (96 % de « oui »).

José Luis Rodríguez Zapatero a minimisé « ces initiatives qui ne mènent nulle part ». Le gouvernement espagnol est néanmoins préoccupé par ce que révèle le phénomène. La participation dépasse le noyau dur habituel des souverainistes les plus résolus : Esquerra republicana catalana (ERC, gauche), seul parti véritablement séparatiste, obtient rarement plus de 15 % lors des élections.

Pour beaucoup d'observateurs, la montée du sentiment indépen-

dantiste est le fruit d'une double déception, vis-à-vis de Madrid, mais aussi du gouvernement tripartite au pouvoir en Catalogne depuis 2003. L'exécutif régional, composé du Parti socialiste catalan (PSC), d'ERC et des écolo-communistes d'Initiative pour la Catalogne-Verts (ICV), est parcouru de tensions permanentes.

A quelques mois des élections régionales, programmées en octobre 2010, les initiatives citoyennes sur le droit à l'autodétermination,

Le principal perdant d'une radicalisation du catalanisme serait le Parti socialiste local

ainsi que les réactions à une possible décision défavorable du Tribunal constitutionnel sur le statut d'autonomie élargie de la Catalogne, pourraient brouiller les cartes.

Convergence et Union (CIU, nationaliste, centre-droit), la coalition libérale qui a dirigé la Catalogne de 1983 à 2003 avec à sa tête Jordi Pujol, est donnée gagnante dans tous les sondages, lorgnant même sur la majorité absolue. Le parti devra cependant clarifier sa position sur l'indépendance.

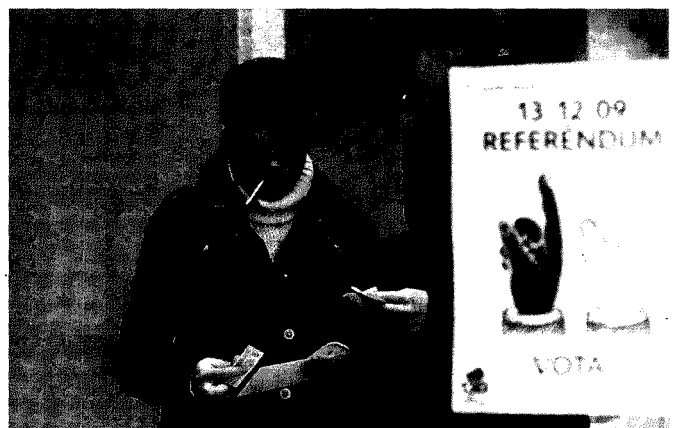
Historiquement nationaliste mais dans la fidélité au roi et à la Constitution, CIU voit émerger en son sein un courant ouvertement indépendantiste. « C'est l'objectif de notre génération », affirment les plus jeunes dirigeants du parti. D'où son embarras à l'occasion de

ces référendums : elle a partagé les estrades de la campagne pour le « oui » avec les indépendantistes d'ERC, mais son président, Artur Mas, s'est abstenu de toute apparition publique.

ERC a fait, au contraire, le forcing pour recoller à l'initiative de la société civile. « Depuis six ans qu'elle participe au gouvernement, ERC a perdu le monopole de l'indépendantisme », analyse le politologue Josep Ramoneda. Pendant cette période, l'indépendantisme a obtenu une légitimité qu'il n'avait pas. Il est devenu une option possible, qui conditionne l'évolution des partis. » ERC pourrait pâtir de l'apparition de nouvelles formations souverainistes, notamment autour de Joan Laporta, le médiatique président du club de football FC Barcelone, dont l'éventuelle entrée en politique suscite beaucoup d'interrogations.

Le principal perdant d'une radicalisation du catalanisme serait le Parti socialiste catalan (PSC), du président José Montilla. « Succursale » catalane du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), le PSC a choisi d'ignorer l'organisation de ces scrutins, alors qu'il avait bataillé contre le premier référendum, le 13 septembre, dans la commune d'Arenys de Munt. Il aura bientôt l'occasion de préciser sa position, puisque les organisateurs des consultations de dimanche ont l'intention de demander au parlement régional l'organisation d'un référendum – officiel celui-ci – pour le 25 avril 2010. ■

Jean-Jacques Bozonnet



La participation dépasse le noyau habituel des souverainistes les plus résolus. G. NACARINO/REUTERS

« Les Catalans ont l'impression qu'on a fait de la Constitution une cage de fer »

Entretien

Barcelone
Envoyé spécial

JOAN CULLA est historien, auteur d'une douzaine d'ouvrages sur la Catalogne et le Proche-Orient. Comment expliquer la montée du sentiment indépendantiste ?

Le nationalisme catalan, qui existe depuis la fin du XIX^e siècle, est le seul en Europe à ne pas avoir eu d'expression indépendantiste forte. C'est en train de changer. Cela a commencé il y a quinze ans, mais le mouvement a pris une amplitude nouvelle depuis trois ans. Il y a un climat réactif à un ensemble de faits, de gestes et de déclarations accumulés en défaveur de la Catalogne.

Vous évoquez les retards apportés à l'adoption du nouveau statut d'autonomie élargie ?

Les années d'élaboration du statut, de 2003 à 2006, puis l'attente de la décision du Tribunal constitutionnel après le recours introduit par le Parti populaire (PP, droite),

ont usé l'opinion catalane, d'autant plus que le texte a été réduit par rapport à la version initiale. Mais les gens ont surtout été choqués par l'énorme bruit médiatique hostile à la demande catalane. Ce qui les a blessés, plus que les restrictions au statut de départ, c'est l'hostilité profonde, le mépris et parfois la haine qu'ils ont ressentis du reste de l'Espagne.

L'élargissement de l'autonomie ne soulève-t-il pas la question du respect de la Constitution ?

Il y a eu, dans les années 1977-1979, lors de l'adoption de la Constitution et du statut de la Catalogne, ce qu'on peut appeler le « malentendu de la transition ». Pour Madrid, ce premier statut était la résolution définitive du problème catalan. Alors que pour les Catalans, c'était un point de départ. Ainsi, le mot « nationalités » contenu dans la Constitution était lu comme un euphémisme en attendant de pouvoir écrire un jour « nations ». C'est l'idée qui s'est installée en Catalogne et que traduit, trente ans après, le nouveau statut

Le « malentendu » devient évident avec les réticences du Tribunal constitutionnel. Les Catalans ont l'impression qu'on a fait de la Constitution une cage de fer dans laquelle leur droit à une plus large autonomie est enfermé à jamais. D'où le risque d'une radicalisation. Pourtant, la participation aux référendums citoyens n'a pas eu l'ampleur escomptée...

Croire à un raz de marée indépendantiste relevait de la science-fiction. Pour le référendum de ratification du statut en 2006, la participation avait été inférieure à 50%. Pareil pour le vote de la Constitution européenne en 2005.

Si les institutions et les partis politiques ne parviennent pas à mobiliser plus de la moitié des électeurs, comment une consultation de ce type pouvait-elle faire mieux ? Le taux de participation était prévisible, eu égard aux faibles moyens de propagande des organisateurs. Sans doute faudra-t-il revoir la méthode, mais la question de fond demeure. ■

Propos recueillis par J.-J. B.